

Merle, Marcel. *La politique étrangère*. Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 218 p.

Hassan Karzazi

Volume 16, Number 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701933ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701933ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Karzazi, H. (1985). Review of [Merle, Marcel. *La politique étrangère*. Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 218 p.] *Études internationales*, 16(4), 882–883. <https://doi.org/10.7202/701933ar>

le conflit sino-soviétique a éclaté parce que Khrouchtchev a voulu ramener l'URSS à l'Empire russe et cesser de lui faire jouer son rôle de pivot du s.c.m.. La Chine, en réaction, est sortie du système (p. 91). Si on acceptait la logique de Kriegel, il faudrait se demander pourquoi dans le conflit l'immense majorité des partis communistes a appuyé l'URSS – en train pourtant, faut-il comprendre, d'abandonner le s.c.m.? Toujours est-il que Brejnev chasse Khrouchtchev et rétablit l'URSS dans son rôle de pivot. Logiquement, si Kriegel a raison dans son interprétation, la Chine doit revenir au sein du s.c.m.. Elle ne le fait pas et si on en reste à la notion de s.c.m. il nous apparaît à peu près impossible de comprendre pourquoi.

Certes, la politique internationale des Partis-États socialistes pose des problèmes spécifiques et appelle, par le fait même, des concepts spécifiques. Mais la notion de s.c.m. d'Annie Kriegel ne nous semble rien apporter de particulièrement intéressant à ce niveau.

Gilles LABELLE

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

MERLE, Marcel. *La politique étrangère*. Paris Presses universitaires de France, 1984, 218 p.

Dans cet ouvrage consacré à l'évolution de la politique étrangère (intervenants et processus) M. Merle décrit avec réalisme et peut-être avec nostalgie les facteurs de crise qui affectent désormais cette activité. Depuis la fin de la guerre, la politique étrangère connaît, selon M. Merle, une crise profonde. Les transformations qu'elle ne cesse de subir trouvent leur explication aussi bien dans la multiplication des activités internationales que dans l'augmentation exponentielle des intervenants.

Le changement des formes et contenus de la politique étrangère, de même que la perte du monopole que détenaient ses anciens artisans constituent l'objet privilégié des investigations de l'auteur. Pour décrire la situation de crise dans ce champ, M. Merle discute de quatre thèmes principaux qui sont: Les tradi-

tions et changements, l'élaboration, la mise en oeuvre et enfin le rapport entre la politique interne et la politique externe.

Sur le dernier thème l'auteur amène une discussion brève mais intéressante sur la théorie de l'interaction en mettant l'accent sur les travaux de J.N. Rosenau dans ce domaine. Merle déplore l'absence de modèles théoriques appropriés pour intégrer les études empiriques et propose, en retour, un nouveau schéma sur la configuration des rapports entre l'interne et l'externe (p. 169). Ce schéma, exposé avec beaucoup de clarté laisse tout de même l'impression du déjà vu. Mais c'est peut-être faire un faux procès à son auteur. Car l'ambition de M. Merle est bien d'illustrer la désagrégation de la politique étrangère et non la théorisation de ce phénomène relativement nouveau.

À elle seule l'illustration de la crise de cette politique constitue un enseignement précieux. Merle expose, à travers des exemples fortement documentés, les facteurs de crise en examinant le rôle des intervenants dans les phases de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique étrangère en France et ailleurs.

La crise que les États, grands et petits, connaissent dans ce domaine réside d'après M. Merle, dans le fait que les « affaires du dedans » et les « affaires du dehors » sont de plus en plus subordonnées les unes aux autres. À partir de cette affirmation qui a valeur de postulat, l'auteur procède à l'examen du partage des compétences entre les divers acteurs internes, et aux questions relatives à la coordination de leurs actions sur la scène internationale. La souveraineté de l'État et même l'identité de la nation peuvent souffrir d'une mauvaise organisation dans ces domaines. L'ouvrage est jalonné d'exemples historiques bien documentés où cette coordination a fait défaut. On le voit clairement dans le cas de la décolonisation de l'Algérie et dans celui de la fin de la guerre du Vietnam.

À travers ces deux exemples, M. Merle présente le chevauchement de compétence et d'influence entre le Quai d'Orsay, la présidence, les partis politiques et les groupes de pression. La débâcle américaine en Indochine

témoigne également, selon l'auteur de la crise de la politique étrangère des États-Unis.

Lorsqu'il étudie les problèmes de coordination M. Merle a souvent recours à l'examen des règles juridiques de partage de compétence. Cet examen, par sa longueur, peut sembler inadéquat vu l'aspect politique et social du déclin de la politique étrangère. On y apprend certes l'effacement du rôle de la plupart des parlements occidentaux en matière de politique étrangère, cependant l'éclairage constitutionnel n'apporte pas d'éléments vraiment nouveaux dans l'explication du phénomène. C'est davantage dans l'analyse de quelques cas empiriques – sur l'arbitrage assumé par certains chefs d'États – que le débat semble plus fécond. Enfin l'auteur aborde avec de succulents détails la question de la coordination au sein des ambassades de son pays à l'étranger.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, M. Merle examine tour à tour les thèses de la primauté de l'externe sur l'interne et inversement. L'auteur semble répugner à prendre position mais il invite à plus de réalisme afin d'assumer les nouvelles interdépendances et contraintes amenées par la nature du système international. Il invite également à une réflexion sur les champs d'interaction entre l'interne et l'externe afin d'amener de nouvelles généralisations dans ce domaine. Même si à ce niveau, l'ouvrage de M. Merle ne constitue pas un essai théorique, les illustrations empiriques, les documents historiques utilisés, et surtout les commentaires de l'auteur sont de nature à aider à l'élaboration de généralisations plus acceptables.

En attendant, l'ouvrage de M. Merle constitue déjà un nouveau manuel sur la politique étrangère et à ce titre il sera d'une grande utilité pour le public intéressé.

Hassan KARZAZI

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

MLYNAR, Zdenek, *Krisen und Krisenbewältigung im Sowjetblock*. (Crises et résolutions des crises dans le bloc soviétique). Cologne, Bundverlag, 1983. 213 p.

M. Zdenek Mlynar nous propose un modèle « d'analyse théorique critique » du processus de résolution des crises dans la phase post-stalinienne de l'empire soviétique d'Europe orientale. Cette étude de qualité fait appel à un appareil conceptuel élaboré ainsi qu'à une expérience personnelle douloureuse. Politologue, ancien collaborateur d'Alexandre Dubcek et secrétaire du Comité central du Parti communiste tchèque en 1968, l'un des initiateurs de la « Charte 77 » forcé à s'exiler en Autriche, il est fort bien renseigné pour nous présenter une analyse à la fois engagée et rigoureuse.

L'auteur veut montrer comment le système soviétique a surmonté les crises qu'il a connues durant les dernières décennies et dans quelle mesure ces réactions ont modifié les mécanismes et le fonctionnement du système qu'il voulait sauvegarder. Le concept de « crise » est entendu ici comme une disruption (*Störung*) fonctionnelle d'une telle importance pour le système politico-social qu'il devient incapable d'atteindre certains des objectifs importants qu'il se donne. Le système doit donc réagir s'il veut se maintenir. Dans ce sens, une crise peut être aussi considérée comme un phénomène positif puisqu'elle permet éventuellement au système de s'ajuster aux conditions d'existence changeantes de son environnement et même de consolider, dans la mesure où les facteurs à l'origine de cette crise ne seront plus opérants.

Mlynar postule au départ qu'il s'agit d'un système de domination d'une classe politique dirigeante sur un pays et un empire. Il montre que le maintien de la bureaucratie du parti dans son « rôle dirigeant » est assuré par des compromis internes avec les principaux piliers du système: c'est-à-dire les élites de la bureaucratie, de l'armée, de la police et de l'économie (pp. 81-85, 112-113). S'il est exact que les moyens les plus apparents pour résoudre les conflits internes se résument à la puissance de l'Armée rouge, de la police et à